

2-485

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du 8 novembre 2022 à 19 h

Le Maire certifie,

Objet de la délibération

**EXTINCTION NOCTURNE DE
L'ECLAIRAGE PUBLIC**

Modèle n° 85 B

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20221108-2-485-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2022

Affichage : 14/11/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Maire,
Serge PERCET

1° - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi, que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le lendemain et qu'il n'a été présenté aucune observation.

2° - Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité

3° - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 29 sur lesquels il y avait 26 membres présents, à savoir :

| | | | |
|----|-----------------------|----|----------------------|
| 1 | Serge PERCET | 16 | Jean-Claude CLOUPET |
| 2 | Marie-Antoinette BENY | 17 | Hélène TISSOT |
| 3 | Georges ROCHETTE | 18 | Jacinto RODRIGUES |
| 4 | Marie-Odile MOULAGER | 19 | Erycka VACHERON |
| 5 | Robert DEVOUCOUX | 20 | Claude NIGON |
| 6 | Sandra LIEBART | 21 | Martine CHAVAGNEUX |
| 7 | Claude GERBAUD | 22 | Jean-Yves KNECHT |
| 8 | Dominique AVRIL | 23 | Jacqueline DUMILLIER |
| 9 | Jean ESPEJO | 24 | Philippe MIKHAILOFF |
| 10 | Sylvie LAFFONT | 25 | Yvette MORETTON |
| 11 | Thomas CHABANNES | 26 | Christophe DANTAN |
| 12 | Marie REVOLIER | 27 | Christel GIRAUD |
| 13 | Sylvain MARCHAND | 28 | Patrick TARKA |
| 14 | Claudie GAURIAT | 29 | Daniel FERNANDEZ |
| 15 | Maxime MOULIN | | |

Etaient présent(e)s : Serge PERCET, Marie-Antoinette BENY, Georges ROCHETTE, Marie-Odile MOULAGER, Robert DEVOUCOUX, Sandra LIEBART, Claude GERBAUD, Jean ESPEJO, Sylvie LAFFONT, Thomas CHABANNES, Marie REVOLIER, Sylvain MARCHAND, Maxime MOULIN, Jean-Claude CLOUPET, Hélène TISSOT, Jacinto RODRIGUES, Erycka VACHERON, Claude NIGON, Martine CHAVAGNEUX, Jacqueline DUMILLIER, Philippe MIKHAILOFF, Yvette MORETTON, Christophe DANTAN, Christel GIRAUD, Patrick TARKA, Daniel FERNANDEZ.

Absent(e)s avec procuration : Dominique AVRIL (pouvoir Serge PERCET), Claudie GAURIAT (pouvoir Dominique REVOLIER), Jean-Yves KNECHT (pouvoir Georges ROCHETTE).

Absent(e) excusé(e) :

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : Sylvain MARCHAND.

2-485 – Extinction nocturne de l'Eclairage public

Monsieur le Maire rappelle la volonté de la municipalité d'initier des actions en faveur de la maîtrise des consommations d'énergies.

Une réflexion a ainsi été engagée sur la pertinence et les possibilités de procéder à une extinction nocturne partielle de l'éclairage public. Outre la réduction de la facture de consommation d'électricité, cette action contribuerait également à la préservation de l'environnement par la limitation des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre les nuisances lumineuses.

Les modalités de fonctionnement de l'éclairage public relèvent du pouvoir de police du maire, qui dispose de la faculté de prendre à ce titre des mesures de limitation du fonctionnement, compatibles avec la sécurité des usagers de la voirie, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes.

D'après les retours d'expériences similaires menées dans un certain nombre de communes, il apparaît que l'extinction nocturne de l'éclairage public n'a pas d'incidence notable : à certaines heures et certains endroits, l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue.

Toutefois, il est proposé de ne pas appliquer l'extinction sur les deux routes départementales qui traversent la commune et donc de laisser allumer toute la nuit la RD 1089 et la RD 1082.

Techniquement, la coupure de nuit nécessite la présence d'horloges ad hoc dans les armoires de commande d'éclairage public concernées. La commune a sollicité le syndicat d'énergies pour étudier les possibilités techniques et mettre en œuvre, le cas échéant, les adaptations nécessaires.

Cette démarche doit par ailleurs être accompagnée d'une information de la population et d'une signalisation spécifique.

En période de fêtes ou d'événements particuliers, l'éclairage public pourra être maintenu tout ou partie de la nuit.

Où et délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide que l'éclairage public sera interrompu la nuit de 23 h 30 à 5 h 00 dès que les horloges astronomiques seront installées.
- Charge Monsieur le Maire de prendre les arrêtés précisant les modalités d'application de cette mesure, et en particulier les lieux concernés, les mesures d'information de la population et l'adaptation de la signalisation qui sera nécessaire.

Fait à Montrond-les-Bains, le 9 novembre 2022

Le Maire,

Serge PERCET.

Le secrétaire de séance,

Sylvain MARCHAND